
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 27 février 2023

Régulièrement convoqué le 20 février 2023

Le 27 février 2023 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Laurent CHAUVÉAU, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire. M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Vanessa VIAU, Mme Sandrine MAGNETTE, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Karim OUMEDDOUR (arrivé à la 1.01), M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. Jean-Frédéric FABERT, M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET (arrivée à la 1.00), M. Jacques SÉBILLE, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Danièle JALAT (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON), Mme Florence VINENT (pouvoir Mme Anne BELLE), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Ghislaine SAVIN), M. Laurent MILAZZO (pouvoir M. Christophe ROISSAC)

Secrétaire de Séance : M. Christophe ROISSAC

6.00 - ADHÉSION À L'ASSOCIATION « PROTECTION CIVILE DE LA DRÔME »

Monsieur Jean-Michel GUALLAR, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Lors de la mise à jour de son Plan Communal de Sauvegarde, communément appelé P.C.S, il a été constaté par la ville de Montélimar que ce dernier était incomplet et présentait des manques importants auxquels il était nécessaire de pallier très rapidement.

Pour rappel le plan communal de sauvegarde est déclenché en cas d'évènements majeurs naturels, technologiques ou sanitaires. Il a pour objectif l'information préventive et la protection des populations.

Dans ce cadre, il est apparu l'absence de conventions avec des partenaires externes tels des associations agréées de sécurité civile capable de déployer rapidement un dispositif multi-opérationnel d'assistance aux populations impactées et assurer efficacement, le moment venu, l'alerte, l'information, la protection et le soutien des populations au regard des risques. Il était dès lors nécessaire de remédier à ce manque.

Aussi, en cas d'accident en lien avec un risque majeur ou en appui logistique lors d'un déclenchement du Plan Communal de Sauvegarde, la ville de Montélimar souhaite pouvoir s'appuyer, en cas de nécessité, sur des moyens humains, techniques et logistiques pour un soutien opérationnel.

De son côté, l'Association « Protection Civile de la Drôme » est une structure départementale qui peut faire appel si besoin, à des moyens de protection civile extra-départementaux, zonaux voir nationaux. En cas de besoin, ces renforts seront sollicités en lien avec l'autorité communale, leurs coûts étant liés à leur intervention (convention en pièce jointe).

L'adhésion à l'association est gratuite, l'impact financier est en temps réel, seules les commandes pour mise à disposition de moyens humains, matériels et logistiques sont payantes selon les montants figurant en annexe de la convention jointe.

Cette convention permet de définir les modalités de la coopération entre la ville de Montélimar et l'Association « Protection Civile de la Drôme » dans le cadre du PCS mais également dans des configurations relatives à des missions de protection civile.

Elle est conclue pour une durée de deux ans à compter de sa signature. Elle se poursuit par tacite reconduction pour une durée égale, dans la limite de 2 renouvellements.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu le Code de la sécurité intérieure et notamment son article R.731-1 et suivants,

Vu le Code de la commande publique et notamment son article L.2512-5,

Vu le projet de convention entre la ville de Montélimar et l'Association « Protection civile de la Drôme » relative à la prise en charge de la population en cas de crise sur le territoire de Montélimar dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et de la préservation des personnes et des biens dans le cadre de la protection civile ci-annexé,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention entre la ville de Montélimar et l'Association « Protection civile de la Drôme » relative à la prise en charge de la population en cas de crise sur le territoire de Montélimar dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et de la préservation des personnes et des biens dans le cadre de la protection civile à intervenir,

- **D'APPROUVER** les modalités financières prévues en annexe de la convention en cas de mise en œuvre de celle-ci.

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 28 février 2023

Le Maire,
Julien CORNILLET



Le secrétaire de séance
Christophe ROISSAC